



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-82089>

Département(s) de publication : **59, 62, 02, 60, 80**

Annonce n° **24-82089**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : FRANCE TRAVAIL - HAUTS-DE-FRANCE

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Marchés de services ayant pour objet l'exécution de prestations d'exploitation et de maintenance multi-technique des sites de France Travail Hauts-de-France.

Description : Marchés de services ayant pour objet l'exécution de prestations d'exploitation et de maintenance multi-technique des sites de France Travail Hauts-de-France. Chaque marché public à conclure dans le cadre de la consultation prend pour partie la forme d'un marché simple forfaitaire (pour la réalisation des prestations récurrentes) et pour partie la forme d'accords-cadres donnant lieu à la passation de marchés subséquents avec un maximum exprimé en valeur (pour les prestations dites ponctuelles complémentaires) telles que ces prestations sont décrites au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

Identifiant de la procédure : 3cf078ce-25da-45e2-bb67-d9a16af3d469

Type de procédure : Ouverte

Principales caractéristiques de la procédure : Les marchés sont passés selon la procédure de l'appel d'offres ouvert prévue aux articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique. Au titre de la capacité technique et professionnelle, le candidat doit apporter la preuve qu'il dispose (pour chaque lot) des certifications professionnelles suivantes ou équivalentes : - Au moins un BEP électrotechnique confirmé, pour le personnel qui intervient sur les installations électriques, - Au moins un certificat d'aptitude professionnelle (CAP) installateur thermique et de sanitaire pour le personnel qui intervient sur des chaufferies, - Une habilitation à jour pour les interventions sur les installations électriques HT et BT, - Au moins un titre de formation reconnu ainsi que d'une attestation d'aptitude de catégorie I (contrôle étanchéité, maintenance et entretien, mise en service et récupération des fluides).

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 50700000 Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments

2.1.3 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 5,550,154 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 1,704,166 Euro

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires : 1) Obtention du DCE : le dossier de la consultation doit être téléchargé via le profil d'acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> 2) Renseignements complémentaires : les demandes de renseignements sont adressées via le profil d'acheteur jusqu'au 10/09/2024, la date de réception sur le profil d'acheteur faisant seule foi. Aucun renseignement complémentaire ne peut être obtenu par téléphone ni par courrier ou courriel. 3) Transmission des plis : les plis sont transmis par voie électronique dans les conditions fixées par le Règlement de la consultation. 4) Durée des marchés : les marchés sont à conclure à compter de leur date de notification pour une période ferme de deux ans puis reconductible tacitement deux fois pour une période d'un an pour chaque reconduction. 5) Date limite de validité de l'offre : 4 mois 6) Sélection des offres : les critères d'attribution sont mentionnés dans le Règlement de la consultation. 7) Visites de sites : les candidats doivent obligatoirement, préalablement à la remise de leur dossier de réponse procéder à une visite des sites listés au règlement de la consultation. Les visites auront lieu du 22/07/2024 au 31/07/2024 inclus et du 26/08/2024 au 03/09/2024 inclus (prise de rendez-vous à réaliser au préalable), du lundi au jeudi en journée (matinée et après-midi), et les vendredis matins. Les modalités d'organisation de ces visites sont indiquées à l'article VIII du règlement de la consultation. 8) Valeur estimée hors tva du marché : Montants des prestations forfaitaires lots 1 et 2 + montants maximums des prestations à bon de commande lots 1 et 2 (période ferme + périodes de reconductions) = 5 550 154 euros 9) Valeur maximale de l'accord cadre : Montants maximums hors taxe des prestations à bon de commande lots 1 et 2 (période ferme + périodes de reconduction) = 1 704 166 euros. 10) Dans l'examen de la candidature, France Travail accorde une attention particulière au chiffre d'affaires du candidat : ne sont pas admises les candidatures des candidats dont le chiffre d'affaires annuel global moyen sur les trois derniers exercices disponibles communiqués est strictement inférieur à 1 068 000 euros pour le lot n° 1 et 597 000 euros pour le lot n° 2 (cf. art. VI.1 du règlement de la consultation).

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux :

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Départements 59 - 62

Description : Marché de prestations d'exploitation et de maintenance multi-technique des sites de France Travail Hauts-de-France concernant les départements du Nord (59) et du Pas-de-Calais (62).

Identifiant interne : 1

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 50700000 Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Informations complémentaires : Montant maximum pour les prestations dites ponctuelles complémentaires pour toute la durée d'exécution du marché (reconductions comprises) passé sous la forme d'un accord cadre à bon de commande : 1 227 000 euros TTC. Dans le cadre de l'exécution du marché public, le titulaire s'engage à conduire une action de promotion de l'emploi pour les personnes rencontrant des difficultés d'accès au marché du travail. Il réserve à ces personnes 856 heures de travail par année d'exécution du marché (cf. art. VII.3.2 du contrat).

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation. Des niveaux minimaux de capacité sont indiqués dans le règlement de la consultation (RC).

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation.

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français

Date limite de demande d'informations complémentaires : 10/09/2024

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 20/09/2024 à 16:00

Date limite de validité de l'offre : 4 Mois

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Informations relatives aux délais de recours : a) avant la conclusion du contrat, sur la base de l'article L. 551-1 du code de justice administrative ; b) après la conclusion du contrat : 1°) sur la base de l'article L. 551-13 du même code dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du contrat au JOUE ; 2°) sur la base d'un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses, dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution au JOUE, le cas échéant assorti d'une demande de suspension sur le fondement de l'article L. 5211 du même code et/ou d'une demande indemnitaire. En cas de demande indemnitaire, un recours administratif préalable doit être exercé auprès du directeur régional de France Travail. Le recours de pleine juridiction doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la décision expresse ou implicite de rejet.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Lille

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

Titre : Départements 02 - 60 - 80

Description : Marché de prestations d'exploitation et de maintenance multi-technique des sites de France Travail Hauts-de-France concernant les départements de l'Aisne, l'Oise et de la Somme.

Identifiant interne : 2

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 50700000 Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Informations complémentaires : Montant maximum pour les prestations dites ponctuelles complémentaires pour toute la durée d'exécution du marché (reconductions comprises) passé sous la forme d'un accord cadre à bon de commande : 818 000 euros TTC. Dans le cadre de l'exécution du marché public, le titulaire s'engage à conduire une action de promotion de l'emploi pour les personnes rencontrant des difficultés d'accès au marché du travail. Il réserve à ces personnes 469 heures de travail par année d'exécution du marché (cf. art. VII.3.2 du contrat).

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation. Des niveaux minimaux de capacité sont indiqués dans le règlement de la consultation (RC).

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation.

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français

Date limite de demande d'informations complémentaires : 10/09/2024

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 20/09/2024 à 16:00

Date limite de validité de l'offre : 4 Mois

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :

Non

Facturation en ligne : Requisite

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Informations relatives aux délais de recours : a) avant la conclusion du contrat, sur la base de l'article L. 551-1 du code de justice administrative ; b) après la conclusion du contrat : 1°) sur la base de l'article L. 551-13 du même code dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du contrat au JOUE ; 2°) sur la base d'un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses, dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution au JOUE, le cas échéant assorti d'une demande de suspension sur le fondement de l'article L. 5211 du même code et/ou d'une demande indemnitaire. En cas de demande indemnitaire, un recours administratif préalable doit être exercé auprès du directeur régional de France Travail. Le recours de pleine juridiction doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la décision expresse ou implicite de rejet.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Lille

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : FRANCE TRAVAIL - HAUTS-DE-FRANCE

Numéro d'enregistrement : 13000548112007

Adresse postale : 28/30 rue Elisée reclus

Ville : VILLENEUVE D'ASCQ

Code postal : 59650

Pays : France

Adresse électronique : dafgachatetmarche.npdcp@francetravail.fr

Téléphone : 0328760711

Profil de l'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal administratif de Lille

Numéro d'enregistrement : 17590003400026

Adresse postale : 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039

Ville : LILLE

Code postal : 59000

Pays : France

Adresse électronique : greffe.talille@juradm.fr

Téléphone : 0359542342

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 7c2d0fb5-8ec1-4d29-b581-0befd188787f - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 11/07/2024 à 18:28

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 11/07/2024